

□ Colloque

La résorption du sous-développement

Manuel Bridier

C'est sur le thème ambitieux d'un « plan mondial de résorption du sous-développement » que l'Association « Technique et Démocratie » avait organisé son colloque annuel, auquel ont participé près de trois cents personnes des pays les plus divers. Le rapport présenté par les animateurs proposait la création d'une agence mondiale destinée à quadrupler le volume de l'aide accordée par les pays industriels aux pays en voie de développement, afin de leur permettre une croissance économique accélérée. Un rapport annexe, présenté par Gabriel Ardant, reprenait sur la stabilisation des cours des matières premières par la création d'une monnaie gagée sur les stocks mondiaux des idées qui nous sont familières et que Pierre Mendès France a maintes fois développées.

Les représentants des partis politiques français, de l'U.N.R. au Parti Communiste, avaient été invités à donner leur point de vue sur ce programme.

C'est notre camarade Manuel Bridier qui a présenté les observations du P.S.U. Tout en approuvant le principe et les grandes lignes d'un plan mondial de coopération, il a tenu à préciser le contexte politique et social dans lequel une telle intervention doit se situer pour être efficace.

On trouvera ci-dessous les principaux passages de son intervention :

Les problèmes historiques ne se résolvent pas seulement par des solutions techniques ou mathématiques. Il existe au développement économique et social des peuples, des obstacles structurels qui ne tiennent pas seulement à l'organisation de l'Etat et de l'économie, mais au système social tout entier. L'ensemble de ces obstacles trouve aujourd'hui sa synthèse dans ce qu'il nous faut bien appeler le néo-colonialisme, qui n'est pas — comme on a voulu le dire — un simple néologisme de propagande, mais un type nouveau d'exploitation et de domination caractérisé par

l'alliance de la bourgeoisie nationale et des intérêts étrangers.

Il est illusoire de penser au développement économique rationnel d'un Etat si cet Etat lui-même est dominé par des intérêts qui lui sont extérieurs.



Aider les hommes dans le présent

Roger Viollet

On comprendra que je ne veuille pas m'étendre ici sur les implications de ce problème quant à la politique intérieure des pays sous-développés. C'est ici l'affaire des peuples de ces pays. Mais le problème concerne également nos propres Etats. Le système capitaliste de production et d'échange est tel qu'une grande partie des concours qui pourraient être prévus pour le développement économique du Tiers Monde serait inévitablement détourné de leur emploi si de profondes réformes de structures n'interviennent pas. Faute de telles réformes, il est à craindre, par exemple, que la nécessaire importation de produits manufacturés en provenance des pays du Tiers Monde ne soit

utilisée par le capitalisme occidental comme une arme contre les salariés de nos pays. On verrait alors le capitalisme international tenter de dresser les uns contre les autres le prolétariat des pays industrialisés et les masses des pays sous-développés comme on a dressé jadis, avec le profit que l'on sait, les masses paysannes contre les ouvriers des villes.

Coordonner les actions populaires

C'est pourquoi nous estimons qu'il est indispensable de mettre sur pied, parallèlement à la coopération entre Etats, une coopération au niveau des peuples et particulièrement une coordination des actions sur le plan syndical...

Cette préoccupation ne nous détourne pas, bien entendu, de l'étude des relations d'Etat à Etat qu'il ne saurait être question de subordonner à des réformes préalables à long terme. Sans oublier la nécessité inéluctable de ces réformes, il n'en faut pas moins s'efforcer de faire ce qui est possible dans la situation actuelle. L'accroissement des concours internationaux au développement du Tiers Monde que préconise votre rapport est une nécessité impérieuse.

Les conditions dans lesquelles ces concours seront accordés doivent cependant répondre à trois conditions essentielles. Il faut aider les hommes dans le présent afin d'éviter le sacrifice des générations actuelles. Il faut favoriser le développement économique futur. Il faut s'efforcer enfin de ne pas transformer l'aide en

un mécanisme de consolidation des régimes politiques et des systèmes sociaux existants, de ne pas en faire un facteur supplémentaire de domination...

Dépasser les micro-nationalités

...Nous devons en particulier(mettre en garde contre tout système qui associerait durablement(certains pays développés à certains pays sous-développés et qui(aboutirait inévitablement à resserrer entre eux des liens de domination économique en même (temps qu'à constituer un obstacle (au regroupement des économies(régionales dans les zones sous-développées. Nous croyons fermement que le développement économique des pays du Tiers Monde(passe par le dépassement des(« micro-nationalités » actuelles et (par la création de grands ensembles régionaux ou continentaux, politiques et économiques.(C'est sous l'angle des rapports (des pays industriels avec ces (grands ensembles plutôt qu'avec (les Etats eux-mêmes que nous paraît devoir être posé le problème(de la coopération, problème qui(ne se pose pas seulement au niveau des relations étatiques, mais (sur le plan de la solidarité entre (les peuples, c'est-à-dire de la solidarité objective des travailleurs de(l'occident et des masses exploitées du Tiers Monde, contre la (cause commune de leur exploitation : le système capitalisme(lui-même.